

En attendant l'iceberg, la croisière peut continuer

Par Michel Godet ¹

Paru dans Le Monde du 18-19 avril 2004

La vague rose des régionales ne doit pas faire illusion, elle ne porte pour l'instant aucun autre projet que le refus du changement ou des méthodes pour y parvenir. Les Français ont d'abord peur d'un avenir morose avec la perspective des cheveux gris, de la croissance molle, des dettes accumulées qu'il faudra bien rembourser. En France, le poids des dépenses publiques par rapport au PIB est de sept points supérieur à la moyenne communautaire, nous travaillons moins que les autres et notre taux de chômage est structurellement plus élevé de deux points, ces "performances" sont certainement liées. Les Français entrent dans l'avenir à reculons : ils voudraient arrêter l'horloge du temps et ne plus vieillir. Ils voudraient repousser les échéances des réformes qui finiront par s'imposer brutalement, dans l'urgence, faute d'avoir été anticipées.

En attendant, les Français "zappent" et cherchent l'équilibre des forces pour arrêter le mouvement des réformes. C'est ainsi que pendant 20 ans la France a été condamnée par la cohabitation à l'impuissance, c'est-à-dire à "*l'accord momentané dans le désordre reporté*", pour reprendre la formule de Pierre Massé. Le déficit public qui atteint des records n'est rien d'autre qu'un impôt différé que les enfants d'aujourd'hui devront payer au lieu et place de leurs parents irresponsables.

La droite au pouvoir n'a jamais vraiment eu la volonté et le courage d'imposer la modernisation de l'Etat et les réformes libérales qui ont si bien réussi à l'Espagne et surtout à la Grande-Bretagne. L'insolente Albion nous toise avec sa monnaie nationale, son taux de chômage de moins de 5% et une croissance du PIB par habitant supérieure à la nôtre de 1 point par an depuis 20 ans. A force de moins travailler et de différer les réformes, les Français se sont appauvris par rapport aux Anglais, ces derniers trop à l'étroit dans leur île rachètent nos demeures et alimentent partout la flambée immobilière jusqu'au plus profond de nos campagnes.

¹ Professeur au Conservatoire national des arts et métiers

Certes, leurs trains marchent mal, mais ils profitent des nôtres sans en financer le déficit par l'impôt, leur système de santé est déficient, mais leur espérance de vie est comparable. Aux dernières présidentielles, la droite, en raison de la récession, aurait dû passer son tour et laisser la gauche de gouvernement accoucher des réformes et gérer les contradictions avec ses électeurs, comme par exemple : augmenter le nombre d'années de travail avec la réforme des retraites après avoir réduit la durée hebdomadaire ! La droite serait revenue au pouvoir en 2007 avec, peut-être, pour une fois, les vents favorables de la croissance. Mais, on ne réécrit pas l'Histoire.

Il y a deux ans la droite a eu la chance d'avoir un pouvoir majoritaire durablement établi, à même d'entreprendre les réformes qui s'imposent. Mais il aurait fallu aller très vite dans la foulée des élections de 2002 et avoir le courage de dire aux Français la vérité sur les finances publiques, l'indispensable réforme de l'Etat et poser toutes les questions, y compris les plus dérangeantes sur l'égoïsme des groupes de pression : *"seules sont injustes les inégalités dont on ne profite pas"* relevait Georges Elgozy. La réforme des retraites a été engagée en prenant certes le temps du dialogue, mais sans éviter la confrontation, ni convaincre le front du refus de ceux qui pensent que la solidarité consiste à faire payer toujours plus à des jeunes de moins en moins nombreux, et réclament le partage des fruits de la croissance au lieu de s'activer pour l'augmenter. Elle reste inachevée, il faudra la compléter et les inégalités les plus flagrantes n'ont pas été remises en cause. On a laissé les rapports de force l'emporter sur l'intérêt général en ne touchant pas aux régimes spéciaux (4% des retraités reçoivent 10% des pensions, ils partent plus tôt et vivent plus longtemps !). On aurait dû faire payer l'allocation dépendance du 4^{ème} âge aux jeunes retraités du 3^{ème} âge qui seront les prochains à en bénéficier et non aux actifs qui ont des enfants à charge. Au passage, relevons que personne ne s'émeut de la paupérisation des familles nombreuses : plus de moitié de celles de quatre enfants sont de référence ouvrière et ont 40% de moins pour vivre que les couples actifs sans enfant. La main de fer sur la sécurité routière a porté ses fruits, mais la répression a concerné d'abord les automobilistes isolés, guère les poids lourds et encore moins les motards, autant de groupes de pressions qui font peur. "Le tabac tue", mais on a cédé devant le lobby des buralistes et, dans les gares comme dans les cafés, il est bien difficile

d'échapper au poison de ceux qui fument comme des malades . Il y a pourtant, parmi les non fumeurs, 3000 morts par an victimes du tabac des autres (soit la moitié des morts par accident de la route). Bref, le pouvoir est faible, il cède à la rue. Les revendications des chercheurs ont été satisfaites d'un coup sans même profiter de la crise pour remettre à plat le système de recherche et provoquer ce *big-bang* de nos organisations réclamé par certains des plus éminents chercheurs. Il aurait fallu expliquer que la meilleure des sécurités pour un chercheur, c'est sa compétence, et qu'il ne faut surtout pas titulariser à vie un chercheur médiocre qui va s'ennuyer et encombrer inutilement le système. On aurait pu donner satisfaction aux restaurateurs autrement en instaurant une prime à l'emploi pour des métiers délaissés par les jeunes en raison de conditions de travail moins attractives. On n'a pas assez dit que la baisse des impôts était une manière d'encourager l'effort et le talent dans un pays où les cigales sont trop nombreuses par rapport aux fourmis. Le temps libre étant aussi inégalement réparti que les revenus, la baisse de l'impôt sur les revenus du travail, comme la prime à l'emploi, sont des manières indirectes de corriger ces inégalités. Pour être plus pédagogue, on aurait pu en même temps augmenter la CSG. Quel que soit le rapport de forces électoral, il serait juste que les retraités payent pour leur santé un peu plus en proportion de leurs dépenses (aujourd'hui ils cotisent environ trois fois moins et dépensent trois fois plus), alors que leur pouvoir d'achat est supérieur à celui des actifs. Il est difficile de revenir en arrière, ce gouvernement a réussi à se mettre à dos tous ceux qui veulent que rien ne change et ceux qui attendent des réformes structurelles. Aucune cause n'est jamais perdue et si l'embellie de la reprise venait faciliter la reprise en main des finances, la France pourrait trouver le chemin des réformes et de la confiance dans ses dirigeants. Espérons cette sortie de crise en douceur, car si la croisière peut continuer tant qu'on n'est pas dans l'iceberg, vient un moment où il est trop tard pour changer de cap et éviter la catastrophe.